

# BULLETIN

## de la Fédération jurassienne

de l'Association internationale des travailleurs.

Ce Bulletin paraît le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois. On s'abonne auprès de M. Adhémar Schwitzguébel, graveur, à Sonvillier.  
Prix de l'abonnement: 4 fr. pour un an, 2 fr. pour six mois. — Pour l'étranger, le port en sus.

SONVILLIER, LE 8 JUIN 1872.

Plusieurs membres de notre Fédération nous ont envoyé des réponses personnelles à la brochure du Conseil général. Nous les publions ci-dessous. Cette publication permettra à la réponse collective que prépare la Fédération jurassienne, de négliger la polémique personnelle dans laquelle M. Marx voudrait nous engager, et de rester sur le terrain des principes.

### 1. Réponse du citoyen Teulière.

Lausanne, 10 juin 1872.

Citoyens rédacteurs,

Je viens de lire la *Circulaire privée du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs*, ayant pour titre : *les prétendues scissions de l'Internationale*.

J'avoue que je m'attendais à autre chose : de misérables personnalités, de piètres invectives, de petites rancunes, des petits mensonges perfides, voilà le fond de ce document. En vérité, les circonstances appelaient de meilleurs arguments et une autre réfutation. Mais je ne veux pas m'appesantir là dessus. J'aborde immédiatement les faits qui me sont connus et sur lesquels tous mes amis de Londres seront, j'en suis sûr, d'accord avec moi. Je me contente de raconter.

Après le grand désastre, nous arrivions à Londres meurtris, mais pleins d'espoir. Nous espérions y trouver des amis, comme nous en avons trouvé en Belgique.

Notre espoir fut de courte durée. Notre réception à *Holborn* fut mauvaise. Le mot de *mendiant* fut même prononcé par K. Marx et vivement relevé par l'un de nous, Rouiller. Les vaincus venaient demander des secours. L'aumône fut maigre d'abord, presque nulle ensuite. On avait promis du travail, on en offrit, mais dérisoire et impossible. Puis, on ne s'en occupa même plus, prétextant que le grand Conseil n'était pas un bureau de placement.

Alors, les réfugiés se constituèrent en Société sur la proposition d'un membre du Conseil général, ancien membre de la Commune.

La Société eut avec le Conseil des démêlés qu'il serait beaucoup trop long de raconter ici. Mais ces démêlés firent naître une idée, celle de rassembler en une section les débris épars des sections parisiennes dont la plupart étaient représentées parmi nous.

Après quelques réunions préparatoires dans le courant de septembre, il y eut une assemblée générale. Avrial y donna lecture des statuts qu'il avait préparés. Et ce jour là Durand fut, en effet, Secrétaire de la séance. Mais Durand n'a jamais été *secrétaire de la section*, et je le prouve.

La discussion n'ayant pas abouti, il fut convenu que l'on se réunirait la semaine suivante qui était, si je ne me trompe, l'avant-dernière semaine de septembre.

La réunion eut lieu. Durand y assistait et y donna lecture du procès-verbal de la précédente séance. Mais il ne revint plus parmi nous; car quelques jours après, à la grande stupéfaction de tous ceux qui le connaissaient, il fut prouvé, en assemblée des réfugiés, que Durand était agent de police. Depuis je ne l'ai plus revu. Et je dois dire, en passant, que les préférences de Durand étaient plutôt pour le grand Conseil que pour la section française; il allait plus volontiers du côté d'*Holborn* que du côté de *Rupert street*. J'ajouterai même que les Dieux, malgré leurs soupçons, ne refusèrent pas de le recevoir au banquet de la Conférence.

Huit jours après la section nommait son bureau. Avrial fut secrétaire-correspondant, Camélinat trésorier et Ansel secrétaire des séances. Ansel ayant été obligé de quitter Londres, je le remplaçai.

C'est ainsi que Durand a été secrétaire de la section française de 1871 !

Le Conseil jette ensuite comme une injure à la face de la section française le nom de Chautard. Il lui consacre même une note dans laquelle la méchanceté le dispute à la niaiserie. Nous avions choisi Chautard comme délégué au Conseil général. Si la section était entrée dans les vues du Conseil général, le Conseil général se garderait bien aujourd'hui d'imprimer que Chautard a été expulsé de sa section comme agent de police de Thiers.

En France nous avons une autre morale. Nous aimons les situations nettes, la publicité et le grand

jour. Et lorsque nous trouvons un indigne dans nos rangs, nous le chassons avec d'autant plus d'éclat que nous avons eu confiance en lui.

L'indignité de Chautard prouvée, la section ne pouvait mieux faire que de la rendre publique. Il y avait là pour elle une question de dignité et d'honnêteté.

Le Conseil général ne semble pas comprendre ces choses-là. Tant pis pour lui.

Mais je vais clore cette lettre. Ce ne sera cependant pas sans ajouter un dernier mot.

La circulaire du Conseil général est une déclaration de guerre à tous les groupes qui ne sont pas disposés à courber le front sous la férule du grand pontife. Cette déclaration, en vérité, ne pouvait arriver à un meilleur moment. Si encore ces hommes qui semblent prendre la révolution sous leur auguste protection et lui marquer ses limites, au lieu de faire des personnalités, nous disaient ce qu'ils veulent et ce qu'ils pensent ! Mais eux aussi, comme nos parlementaires, font de la politique, et tous les moyens leur sont bons pour amener à eux les gros bataillons.

Que le Conseil général y prenne garde ! les gros bataillons pourraient bien passer du côté de ceux qu'il se plaît aujourd'hui à appeler les dissidents et les meneurs. Cela s'est vu et peut se revoir encore.

Du reste, nous verrons au prochain congrès. Il faut que la lumière se fasse, elle se fera. Et les triomphants d'aujourd'hui, qui peuvent être sans peur mais qui ne sont pas sans reproche, pourraient bien se retirer l'oreille basse.

Rappelons-nous les *bâtons flottants* de la fable :  
« De loin c'est quelque chose et de près ce n'est rien. »

E. TEULIÈRE,

Membre de la section française de 1871.

## 2. Réponse du citoyen Malon.

Neuchâtel, 12 juin 1872.

Je n'accorde pas plus d'importance qu'il ne convient au libelle d'un goût douteux et d'une bonne foi impossible à découvrir que M. Marx vient de publier, dans l'intérêt de ses rancunes personnelles, sous la signature des membres du Conseil général de l'Internationale. Mais il est peut-être nécessaire de relever quelques calomnies me concernant spécialement, et en cela je cède à l'invitation que quelques amis m'ont faite.

D'après M. Marx, j'aurais :

1° Intrigué pour me faire élire député, et pour me faire porter candidat de l'Internationale par deux sections à ma dévotion, et pour cela j'aurais nié l'existence du *Conseil fédéral parisien* ;

2° J'aurais insulté dans un document public la révolution triomphante ;

3° J'aurais dit et fait imprimer que *l'Internationale c'était moi*.

Voici les faits :

J'ai assisté à une seule réunion électorale ; c'était peu après l'armistice, et je ne savais pas encore que je serais candidat. Aussitôt que je vis qu'il était question de me porter sur la liste, je me retirai.

Dans cette même réunion, dont le lieu et la date précise m'échappent, eut lieu *après mon départ* une discussion concernant le conseil fédéral, entre Combault et Chalain (représentant les sections de Batignolles, des Ternes et de Vaugirard) d'une part, et des délégués du Conseil fédéral parisien qui venait de se reconstituer, d'autre part.

Comme il s'agit de *tomber un ennemi*, M. Marx a cru pouvoir me dire acteur principal dans cette affaire, dont je n'ai connu les détails que depuis quelques jours seulement, de la bouche de Pindy, que les attaques indignes contenues dans ce factum calomnieux ont révolté ; c'est donc plus qu'une erreur, c'est un mensonge.

2° Du 18 au 21 mars, j'ai été de ceux qui ont tenté une conciliation, basée sur la reconnaissance de la République et de la révolution municipale, pour prévenir l'épouvantable massacre que prévoyaient tous ceux qui connaissaient l'état réel des départements et qui tenaient compte des 800,000 Allemands qui nous entouraient d'un réseau de fer et se promettaient avec joie de rétablir l'ordre à Paris. Il est aujourd'hui acquis à l'histoire qu'ils auraient repris la partie si Versailles n'avait pas triomphé.

Le 19, mes collègues de la mairie des Batignolles me lurent le brouillon d'une affiche dont ils complétèrent la rédaction *en intercalant* une phrase que je n'aurais certes pas signée. Mais l'affiche parut tout entière avec mon nom, et je protestai de suite, en leur présence, devant le comité républicain qui siégeait à la mairie. D'ailleurs mes collègues durent se retirer, et je restai seul à administrer la mairie pour le compte de la révolution communale, à laquelle je venais de me rallier par proclamation en date du 22. Quelques jours après, les électeurs de Batignolles m'élurent membre de la Commune, bien que j'eusse décliné toute candidature. J'ai la conscience d'avoir rempli mon mandat jusqu'à la dernière minute. Je ne regrette pas d'avoir voulu au premier moment éviter le conflit en voyant que le peuple serait fatalement vaincu. Le souvenir de ces jours héroïques et terribles, l'impérissable manifestation socialiste qui est sortie la Commune de Paris, a pu servir ensuite de matière à un *Manifeste* que j'ai moi aussi admiré en son temps et qu'on nous donne comme un acte de courage de la part de gens qui ont dédaigné de venir prendre part à la bataille décisive que sou-

tenait le prolétariat français (1). Mais si, sans être contraint de combattre, Paris avait pu conserver ses 200,000 socialistes armés, il serait encore le boulevard de la révolution, l'espoir de la rénovation sociale, et nous n'aurions pas vu la *semaine sanglante*, la Seine rouge de sang, les rues jonchées de cadavres, l'incomparable Paris transformé par la réaction en une immense caverne de meurtres, et une orgie de massacre, de répression et de délation qui laisse loin derrière elle la Saint-Barthélemy.

Oui, en faisant observer qu'une fois la lutte engagée je n'ai pas failli à mon devoir, je m'honore d'avoir tout fait pour prévenir cette désastreuse conflagration dans un moment où la passion irraisonnée faisait l'affaire des réacteurs, car ce sont eux qui ont attaqué le 18 Mars pour empêcher la révolution de prendre des forces, et leur calcul infernal était juste.

3<sup>o</sup> Quant à cette accusation d'avoir dit : *l'Internationale c'est moi*, elle est tellement ridicule que je ne prendrai même pas la peine de dire : c'est un mensonge.

Evidemment le libelliste aura voulu lancer un trait d'esprit, en accouplant à propos de moi Louis XIV et le chocolatier Perron. Comment ne voit-il pas que si l'on n'est pas un Voltaire, il faut avoir la force d'un Proudhon, ou la verve d'un Courier, tout au moins le brio d'un Rochefort, pour oser invoquer l'ironie. M. Marx ne réussit pas dans le genre spirituel. Il devra s'en tenir, comme certains perroquets de son école qui pensent avoir tout dit lorsqu'ils ont appelé *clique* des gens qui valent mieux qu'eux, ou comparé tel de leurs adversaires à un *vieux tire-bouchon hors de service*, il devra s'en tenir, s'il veut continuer à faire de l'Internationale un camp de disputes, aux lourdes invectives, aux insultes remplaçant les arguments. Le genre, il est vrai, n'est pas nouveau, il fut même très en vogue au seizième siècle, quand il était l'arme favorite des Luther et des Scaliger; il est vrai encore que nous sommes au dix-neuvième siècle et qu'entre hommes possédant la somme des idées de leur temps et travaillant à instaurer dans le

(1) Une personne de mérite, dévouée à l'Internationale autant qu'enthousiaste de Marx, me disait à propos de ce manifeste : « Tout ce qui se rapporte aux principes est traité de main de maître ; mais il y a un côté *dénigreur* et *cancannier* réellement déplacé qui dépare le reste. » — Marx a peu d'occasions d'entendre la vérité. Elle est cependant plus utile à un homme d'une incontestable valeur comme lui, que les éloges dithyrambiques, décernés à tout propos, sans convenance, sans habileté et sans dignité, par de maladroits prôneurs, dont l'un, par exemple, s'en va criant avec une gravité risible que les statuts de l'Internationale sont sortis tous pensés du cerveau olympien de son maître et beau-père, comme si cette admirable conception ouvrière n'était pas l'inévitable résultante de notre situation économique; comme si, dès 1849, les prolétaires parisiens, sous l'inspiration de Pauline Roland et de Delbruck, n'avaient pas déjà proclamé l'idée d'une *fédération ouvrière*, réalisée à Paris et devant bientôt embrasser les sociétés ouvrières de France et des autres nations.

monde la *vérité*, la *morale*, la *justice*, plus de bonne foi et plus d'urbanité seraient de rigueur; mais il est vrai aussi qu'il y a encore de beaux jours pour les *figaristes*.

Je laisse à la fédération jurassienne le soin d'éclaircir les autres points non moins calomnieux de la *circulaire privée*. Je ferai seulement une remarque. Si les ouvriers s'en étaient tenus à l'esprit et à la lettre des statuts, s'ils n'avaient voulu admettre dans les conseils de l'Internationale que *des travailleurs*, nous ne donnerions pas ce désolant spectacle qui doit bien réjouir les réacteurs. Certes si l'habitant de la *villa Modena* savait ce que c'est que les jours sans pain, que les nuits sans abri, que de voir sa famille affamée et désolée, s'il était quelquefois tombé de fatigue, s'il avait grandi sous la peine, s'il avait bondi sous les insultes grossières d'un contre-maitre, s'il avait lutté et souffert effectivement dans les rangs des ouvriers, il respecterait davantage la sainte ligue des exploités; et, pour la défense de sa personnalité, il ne la mettrait pas en péril. Quand on a le malheur de se croire un homme indispensable, il faut se hâter de s'effacer, de crainte d'en arriver, involontairement, je le veux, à compromettre l'existence de l'œuvre qu'on pense défendre.

Je suis de ceux qui croient que la conception de la justice est encore une affaire d'individus et non une affaire de classe; par conséquent, à quelque classe qu'ils appartiennent, ceux qui dans nos jours de combats veulent sincèrement la révolution, doivent être admis parmi nous. Mais il y a danger à glisser des bourgeois convertis dans les comités. Pendant que nous travaillons péniblement dix ou douze heures pour gagner notre pain, ils font entre deux repas des plans de direction, ils envoient des émissaires, se cherchent des partisans, se lancent dans des aventures, et nous sommes étonnés de nous éveiller un beau jour en pleine discorde; et lorsque quelqu'un essaie de voir clair dans ces intrigues, de chercher le vrai, il est lui-même qualifié d'*intrigant*. La vieille histoire du détrousseur criant au voleur contre le volé pour détourner l'attention sera donc éternellement vraie!

Prolétaires, faisons nos affaires nous-mêmes, sans prétendus grands hommes, et sans moutons de Panurge, et tout n'ira que mieux.

B. MALON.

### 3. Réponse du citoyen Bakounine.

Aux compagnons rédacteurs du *Bulletin de la Fédération jurassienne*.

Chers compagnons de disgrâce!

L'épée de Damoclès, dont on nous a menacés si longtemps, vient enfin de tomber sur nos têtes. Ce

n'est proprement pas une épée, mais l'arme habituelle de M. Marx, un tas d'ordures.

En effet, dans la nouvelle circulaire *privée* du Conseil général de Londres, datée du 5 mars 1872, mais livrée à la publicité, semble-t-il, seulement dans ces derniers jours, rien ne manque : inventions ridicules, falsification de principes et de faits, insinuations odieuses, mensonges cyniques, calomnies infâmes, enfin tout l'attirail guerrier de M. Marx en campagne. C'est un recueil tant bien que mal systématisé de tous les contes absurdes et sales que la méchanceté plus perverse que spirituelle des Juifs allemands et russes, ses amis, ses agents, ses disciples et, en même temps, les valets exécuteurs de ses hautes œuvres, a propagés et colportés contre nous tous, mais surtout contre moi, pendant trois ans à peu près, et principalement depuis ce malheureux Congrès de Bâle, dans lequel nous avons osé voter, avec la majorité, contre la politique marxienne.

Je me rappelle encore l'exclamation poussée en cette occasion, devant moi, par l'un des signataires de la présente circulaire : « *Marx wird sehr unzufrieden sein. — Marx sera très mécontent !* » Et en effet, il fut très mécontent ; et moi, le bouc expiatoire condamné par la furieuse synagogue à pâtir pour nos péchés collectifs, j'ai été le premier à m'en ressentir. Vous rappelez-vous l'article du Juif allemand Maurice Hess dans le *Réveil* (en automne 1869), reproduit et développé bientôt après par les Borckheim et autres Juifs allemands du *Volksstaat* ? Je vous fais grâce du petit Juif russe de l'*Egalité* de Genève. Ce fut comme une inondation de boue contre moi, contre nous tous.

Pendant deux ans et demi nous avons supporté en silence cette agression immonde. Nos calomniateurs avaient d'abord débuté par des accusations vagues, mêlées de lâches réticences et d'insinuations venimeuses mais en même temps si stupides, qu'à défaut d'autres raisons pour me taire, le dégoût mêlé de mépris qu'elles avaient provoqué dans mon cœur aurait suffi pour expliquer et pour légitimer mon silence. Plus tard, encouragés par cette longanimité dont ils ne surent pas deviner les véritables raisons, ils poussèrent leur sale méchanceté jusqu'à me représenter comme un agent salarié panslaviste, russe, napoléonien, bismarkien, voire même papiste...

C'était vraiment trop bête pour y répondre. Mais j'ai eu, pour garder le silence, des raisons bien autrement importantes que le dégoût naturel qu'on éprouve à lutter contre la boue. Je n'ai pas voulu fournir un prétexte à ces dignes citoyens, qui évidemment en cherchaient un, pour pouvoir réduire à leur taille un grand débat de principes, en le transformant en une misérable question de personnes. Je n'ai voulu prendre sur moi aucune part

de la responsabilité terrible qui doit retomber sur ceux qui n'ont pas craint d'introduire dans cette Association Internationale des travailleurs, dont le prolétariat de tant de pays attend aujourd'hui son salut, avec le scandale des ambitions personnelles, les germes de la discorde et de la dissolution. Je n'ai point voulu offrir au public bourgeois le spectacle, si triste pour nous, si réjouissant pour lui, de nos dissensions intérieures.

Enfin, j'ai cru devoir m'abstenir d'attaquer, devant ce même public, une coterie, dans laquelle, j'aime à le reconnaître, il y a des hommes qui ont rendu d'incontestables services à l'Internationale.

Sans doute, ces hommes se déshonorent aujourd'hui et font un grand tort à l'Internationale en se servant de la calomnie pour combattre des adversaires qu'ils désespèrent probablement de réduire par la puissance de leurs arguments. Sans doute à leur grand zèle pour la cause du prolétariat s'ajoute, d'une façon assez déplaisante, une dose considérable de prétentions vaniteuses et de vues ambitieuses, tant personnelles que de race... Mais il n'en est pas moins vrai que ce zèle est sincère. Au moins j'en suis parfaitement convaincu, non à l'égard de tous, mais à l'égard d'un grand nombre d'entre eux ; et comme ils sont tous solidaires, j'ai dû m'abstenir d'attaquer les uns pour pouvoir épargner les autres.

D'ailleurs je m'étais toujours réservé d'appeler tous mes calomniateurs devant un jury d'honneur que le prochain Congrès général ne me refusera sans doute pas. Et pour peu que ce jury m'offre toutes les garanties d'un jugement impartial et sérieux, je pourrai lui exposer avec les détails nécessaires tous les faits, tant politiques que personnels, sans crainte des inconvénients et des dangers d'une divulgation indiscrete.

Mais il est un autre ordre de faits, d'un caractère tout public et que la calomnie marxienne, contre-signée cette fois par tous les membres du Conseil général, a sciemment et méchamment dénaturés. Les rétablir dans leur vérité, en contribuant, dans la mesure de mes forces, à la démolition du système de mensonges édifié par M. Marx et ses acolytes, tel sera l'objet d'un écrit que je me propose de publier avant la réunion du Congrès.

Je terminerai cette lettre par une dernière observation. Rien ne prouve mieux la domination désastreuse de M. Marx dans le Conseil général, que la présente circulaire. Parcourez les noms des quarante-sept signataires et vous en trouverez à peine sept ou huit qui ont pu se prononcer dans cette affaire avec *quelque* connaissance de cause. Tous les autres, instruments complaisants et aveugles de la colère et de la politique marxienne, ont contre-signé une condamnation infamante contre nous, qu'ils n'ont jamais vus, ni entendus, et qu'ils ont

jugés et exécutés sans même avoir daigné nous adresser une question !

C'est donc ainsi que dans le Conseil général de Londres on entend la *Justice*, la *Vérité*, la *Morale* qui, d'après les considérants de nos statuts généraux, doivent servir de bases à tous les rapports tant collectifs qu'individuels dans l'Association Internationale des travailleurs? Ah! Monsieur Karl Marx, il est plus facile de les placer à la tête d'un programme que de les exercer !

On dirait que dans ce moment où la Fédération belge met en question l'existence ultérieure du Conseil général, tous les membres de ce Conseil ont été jaloux de prouver, non seulement que l'institution en est devenue inutile, mais qu'elle n'est plus aujourd'hui que malfaisante.

Salut et solidarité.

Michel BAKOUNINE.

Locarno, le 12 juin 1872.

#### 4. Réponse du citoyen Claris.

##### LA BONNE FOI DU CONSEIL GÉNÉRAL.

Dans sa « circulaire privée, » sorte de manifeste en réponse aux attaques dont il se dit l'objet, le *Conseil général* de Londres vient de se départir du calme et du sang-froid que sa position — plus ou moins justifiée — de représentant du prolétariat universel, lui commandait.

Au lieu de chercher à se justifier des actes dont il s'est rendu coupable, en méconnaissant les principes sur lesquels repose l'*Association Internationale des travailleurs*, en niant le droit d'autonomie des sections, notamment; au lieu de nous donner l'exemple de la modération et de l'impartialité, le *Conseil général* tonne, foudroie et fait pleuvoir l'injure sur ses adversaires.

D'autres répondront sans doute à la dernière bulle papale qui nous est arrivée de Londres, et les erreurs de principes seront percées à jour. — Je veux simplement relever les erreurs de fait, qui intéressent la direction et la rédaction du journal *Révolution sociale*.

« La *Solidarité* ayant cessé d'exister, dit la « circulaire privée, » les nouveaux adhérents de l'*Alliance* fondèrent la *Révolution sociale* sous la direction supérieure de Madame André Léo, etc... »

Le débat qui s'est élevé récemment entre le directeur de la *Révolution sociale* et les grotesques anonymes qui rédigent l'*Egalité* de Genève, débat qui a nécessité de ma part une lettre explicative publiée dans le journal l'*Internationale*, de Bruxelles, aurait dû ouvrir les yeux aux membres du *Conseil général* sur ce point essentiel. J'ai fondé la *Révolution sociale* au mois d'octobre dernier. Or, à cette époque, je ne faisais pas partie de la section

de *Propagande et d'action révolutionnaire socialiste*, de Genève, et notre journal n'est devenu l'organe de la *Fédération jurassienne* qu'après le congrès de Sonvillier, tenu en novembre, c'est-à-dire un mois après sa fondation. En second lieu, j'ai toujours eu la direction absolue de la *Révolution sociale*, et si Madame André Léo m'a donné quelques articles, c'est au même titre que mes autres collaborateurs Arthur Arnould, E. Razoua, L. Marchand, etc.

La *Révolution sociale* n'a donc pas été fondée par les nouveaux adhérents de l'*Alliance*, et Madame André Léo n'a pas eu de « direction supérieure » ou autre dans le journal.

« Dès son premier numéro, poursuit la circulaire, « ce journal s'empressa de se mettre au niveau du « *Figaro*, du *Gaulois*, du *Paris-Journal* et autres « organes orduriers dont il réédita les saletés contre « le *Conseil général*, etc. »

Je laisse de côté les expressions malpropres qui semblent composer le vocabulaire favori du *conseil* suprême. Quant à assimiler la *Révolution sociale* aux feuilles bonaparteuses ci-dessus nommées, c'est infâme et absurde en même temps. Vous n'avez pas lu le premier numéro dont vous parlez, Messieurs de la circulaire. S'il en était autrement je serais bien forcé de reconnaître que vous avez la conscience plus noire et la tête plus carrée que je ne pensais. Mais non, vous nous faites un procès de tendances, vous épiloguez, vous ergotez, vous dénaturez à plaisir des faits acquis, et vous répondez par des calomnies ridicules aux reproches d'autoritarisme et d'ambition que nous avons le droit et le devoir de vous adresser.

Je sais que le *Conseil général* de Londres est composé d'éléments hétérogènes; qu'il y a dans son sein des membres qui devraient en être chassés; et cela m'explique la marche que tend à suivre, depuis quelque temps, le *Conseil* de Londres. Mais que des hommes intelligents, probes, dévoués, tels que les citoyens Longuet, Vaillant, Ranvier, Cournet, etc., fassent chorus avec des drôles de la trempe d'un Serrailleur! Que des citoyens dont les convictions et la bonne foi ne sont mises en doute par personne, consentent à rester plus longtemps confondus avec des gens qui vivent de l'*Internationale*, et aux dépens de l'*Internationale*, depuis plusieurs années, et, qu'enfin, ces hommes se servent d'armes déloyales, pour défendre une cause qui est reconnue mauvaise — cette cause n'est autre que l'omnipotence du *Conseil général* — non plus seulement par la *Fédération jurassienne*, mais par les *Fédérations* espagnole et italienne, et par la *Fédération* belge, qui demande la suppression du *Conseil général*, certes, tout cela nous écœure, et nous avons le droit de nous indigner.

Fort heureusement, la cause du prolétariat est

en dehors et au-dessus des intrigues et des félonies de quelques charlatans. Le travailleur souffre, meurt de misère et de faim, pendant que le bourgeois millionnaire jouit; voilà le fait brutal qui frappe tous les yeux. Or, il faut que cette situation anormale et scandaleuse cesse. Il faut que l'esclave qui peuple aujourd'hui les chantiers, les ateliers, les mines, émancipé intellectuellement et économiquement, prenne au plus vite sa place au soleil de la justice et de l'égalité!

A. CLARIS.

Ex-directeur de la *Révolution sociale*.

Genève, 13 juin 1872.

### 5 Réponse du citoyen Guillaume.

Au Comité fédéral jurassien.

Citoyens,

En attendant la réponse collective que la Fédération jurassienne ne manquera sans doute pas de faire à la brochure que M. Karl Marx vient de publier en trois langues, *aux frais de l'Internationale*, contre quelques-uns des plus dévoués fondateurs de cette Association, je vous demande la permission de répondre dans les colonnes du *Bulletin* au sujet de trois faits qui me sont personnels.

La brochure Marx dit (page 10 de l'édition française) :

« Le Conseil général, qui avait dédaigné les attaques du *Progrès*, organe personnel de Bakouline... »

J'ai été rédacteur du *Progrès* jusqu'au moment où la Commission d'éducation du Locle m'a frappé, pour ce fait, d'une destitution dont je m'honore (août 1869); et dès lors je n'ai pas cessé de collaborer à ce journal jusqu'à son dernier numéro; je suis donc bien placé pour savoir ce qu'a dit le *Progrès*, et de qui il a été l'organe. Eh bien, je déclare d'abord que dans les 28 numéros du *Progrès* de 1869 et dans les 14 numéros du *Progrès* de 1870 (qui forment la collection complète de ce modeste journal), il a été question *trois fois seulement* du Conseil général, et que ces trois fois le *Progrès* en a parlé, non pour l'attaquer, mais pour lui témoigner sa confiance et sa sympathie (1). Nous

(1) Voici le texte complet des trois seuls passages du *Progrès* où il est question du Conseil général :

*Progrès* du 16 octobre 1869. (L'article où se trouve ce passage est une réponse à M. Maurice Hess, littérateur juif qui nous avait accusés dans le *Réveil* d'avoir voulu transférer le siège du Conseil général de Londres à Genève.) — « Qu'est-ce que c'est que ce prodigieux projet de transférer le Conseil général à Genève? Lequel de nous, nous vous le demandons, socialistes de la Suisse romande, avait rêvé une chose pareille? Nous voilà donc transformés en ténébreux conspirateurs, recevant les directions d'un agent du gouvernement russe, intrigant contre le Conseil général de Londres, et *minant sourdement* — ce sont les expressions de M. Maurice Hess — l'organisation de l'Internationale. Vous en doutiez-vous, vous tous qui luttez avec nous contre le privilège bourgeois, qui cherchez à créer partout des associations ouvrières

avons si peu la pensée de l'attaquer, à cette époque, que les délégués des sections du Jura ont voté le maintien du Conseil général à Londres, et que ce sont eux qui ont proposé de lui donner certains pouvoirs administratifs (2), ne prévoyant pas le scandaleux abus que l'ambition de M. Marx allait faire de ces pouvoirs.

Oui, c'est trop vrai et nous le reconnaissons, c'est nous-mêmes qui, dans notre aveugle confiance, avons donné au Conseil général des verges pour nous fouetter; nous ne faisons aucune difficulté d'en convenir; et après l'expérience que nous avons faite du fâcheux résultat des *résolutions administratives du Congrès de Bâle* — que nous avons votées dans le but de donner au Conseil général un peu plus d'activité et d'initiative, et qui se sont montrées des instruments de despotisme, — nous ne nous sentons nullement embarrassés de reconnaître que nous avons eu tort de fournir des armes à l'autoritarisme, et qu'il est grandement temps de réparer notre erreur.

Je le répète donc, le *Progrès* ne s'est occupé du Conseil général que pour en dire du bien, et l'assertion de M. Marx à ce sujet prouve, ou qu'il n'a pas lu le *Progrès*, ou qu'il faut ajouter un mensonge de plus à son volumineux dossier.

Quant à cette autre affirmation, que le *Progrès* a été l'organe personnel de Bakouline, elle est simplement ridicule. Il faut ne pas avoir la moindre idée du tempérament des internationaux jurassiens, pour supposer qu'ils auraient consenti soit à soutenir, soit à lire un journal qui aurait été l'organe

« et à les affilier à l'Internationale, qui combattez pour l'Internationale, qui êtes persécutés pour l'Internationale, — vous en doutiez-vous qu'on allait vous représenter au public parisien comme cherchant à détruire l'Internationale? »

« Ah! prenons bien garde, compagnons, à cette tactique infernale de nos adversaires, qui cherchent à nous tuer par le poison du soupçon et de la défiance mutuelle. »

*Progrès* du 4 décembre 1869. (A propos de la querelle entre le *Social-Demokrat* et le *Volksstaat*.) — « Il nous semble qu'il serait du devoir du Conseil général de notre Association d'intervenir, d'ouvrir une enquête sur ce qui se passe en Allemagne, de prononcer entre Schweitzer et Liebknecht, et de faire cesser par là l'incertitude où nous jette cette étrange situation. »

*Progrès* du 11 décembre 1869. — « Nous recevons de notre Conseil général à Londres la pièce suivante, qui exprime envers les socialistes irlandais, les *fénians*, une sympathie à « à laquelle nous nous associons pleinement. » (Suit le manifeste du Conseil général au sujet des *fénians*.)

Dans le même numéro commence la reproduction du *Rapport présenté par le Conseil général au Congrès de Bâle*, reproduction qui se termine au numéro du 15 janvier 1870.

On voit, par cette reproduction des seuls passages du *Progrès* où il soit question du Conseil général, ce qu'il faut penser de la bonne foi de M. Marx parlant des « attaques du *Progrès* contre le Conseil général. »

(2) M. Marx en convient, et trouve plaisant de nous en faire un reproche : « Si le Congrès de Bâle », dit-il page 29, « étendit outre mesure les limites des attributions du Conseil général, à qui la faute, sinon à Bakouline, Schwitzguébel, Fritz Robert, Guillaume et autres délégués de l'*Alliance*, qui le demandèrent à grands cris? » — Ici M. Marx ment sciemment; nous étions délégués de nos Sections respectives, comme on peut le voir dans le compte-rendu du Congrès; nous n'étions pas délégués de l'*Alliance*, dont ni Schwitzguébel, ni Robert ni moi ne faisons partie, par la simple raison que l'*Alliance* était une Section genevoise et que nous habitons les Montagnes.

personnel de quelqu'un. Le *Progrès* a eu, dès l'origine, un Comité de rédaction auquel tous les articles étaient soumis; et nous poussions même le scrupule et le désir de représenter fidèlement l'idée collective, jusqu'à communiquer, chaque fois qu'il était possible, les articles à tous les membres présents de la Section du Locle.

Lorsque Bakounine est devenu un de nos collaborateurs, ses articles ont passé, comme les autres, au Comité de rédaction, qui leur a souvent fait subir des modifications considérables pour les adapter au cadre du journal. Le citoyen Bakounine, pour lequel nous avons beaucoup d'estime et d'amitié, a toujours été traité par nous sur le pied de la plus franche égalité, et si la chose paraît singulière à Karl Marx, c'est que dans son mépris des hommes, en qui il ne voit que des instruments plus ou moins dociles, dans son goût prononcé pour la dictature jésuitique, il ne peut se figurer une organisation dans laquelle personne ne commande et personne n'obéit.

Je viens au second fait. La brochure Marx, page 12, me reproche d'avoir, le 5 septembre 1870, lancé « un manifeste anonyme, publié en supplément et « sous le couvert du journal officiel la *Solidarité*, « demandant la formation de corps-francs suisses « pour aller combattre les Prussiens, ce qu'il fut « toujours empêché de faire, sans aucun doute, par « ses convictions abstentionnistes. »

Le manifeste de la *Solidarité* n'était pas anonyme. Les articles du journal n'étant pas signés, il n'y avait aucun motif pour signer celui-là plutôt qu'un autre. D'ailleurs si je l'eusse fait, M. Marx, changeant de tactique, me reprocherait certainement aujourd'hui d'avoir mis ma signature au bas de ce document et d'avoir transformé par là en un simple manifeste personnel ce qui était un manifeste collectif; — et cette fois il aurait raison.

Mais, pour n'être pas signé, le manifeste n'était en aucune façon anonyme : il paraissait en supplément à la *Solidarité*, et ce journal avait annoncé dès son premier numéro les noms de ses rédacteurs et collaborateurs. D'ailleurs la police ne s'y trompa pas, et sut parfaitement à qui s'en prendre : elle saisit le journal et en interdit la publication ultérieure, elle empêcha la convocation d'une assemblée populaire qui devait avoir lieu le même soir; et le gouvernement suisse télégraphia de Berne l'ordre de m'arrêter. Il révoqua cet ordre, paraît-il, quelques heures plus tard, ayant réfléchi que mon arrestation ne ferait que donner plus d'importance à une affaire qu'il désirait étouffer. Pour moi, je restai à mon poste, à l'imprimerie du journal; et quelque temps après, le Congrès de notre fédération, réuni à St-Imier, approuvait à l'unanimité ma conduite et les termes du manifeste.

Quant aux raisons pour lesquelles, à la suite

d'une délibération collective, il ne fut pas donné suite alors aux propositions contenues dans le manifeste, nous n'en devons compte qu'à nos amis; et ce n'est pas à M. Marx, qui n'a jamais risqué sa peau dans le moindre mouvement révolutionnaire, et qui fumait des cigarettes dans son cottage de Londres, pendant que plusieurs des hommes qu'il insulte dans sa brochure se battaient à Paris ou ailleurs, ce n'est pas à M. Marx à nous donner des leçons de bravoure.

Faut-il rappeler l'inqualifiable article que publia, dans l'*Egalité*, sous le titre de *Manifeste d'un mystificateur*, le plus plat des laquais juifs de M. Marx, M. Outine, et cela au plus fort de l'orage soulevé par le manifeste et lorsque j'étais sous le coup de poursuites judiciaires; faut-il rappeler l'aimable dénonciation envoyée au *Bund* par Henri Perret et ses collègues, et les dénonciations non moins chevaleresques de Coullery dans la *Montagne*? Ces procédés nous donnèrent alors un avant-goût de ce qu'on pouvait attendre de ces Messieurs, unis dans un touchant accord pour écraser l'hydre révolutionnaire en Suisse.

Enfin, troisième et dernier fait. D'après la brochure de M. Marx (page 20), j'aurais, dans une lettre écrite en juillet 1871 à mon ami Paul Robin, appelé Outine, Perret et consorts « les brigands de Genève. »

Si j'avais appliqué l'épithète de *brigands* à MM. Outine et H. Perret, j'aurais eu tort en effet, car un brigand peut avoir du courage et un certain genre d'honneur. Mais comme le prouve le texte de ma lettre, dont Robin, sur ma demande, vient de m'envoyer une copie, ce mot ne s'appliquait pas à ces Messieurs. Nous n'avons d'ailleurs nul besoin de chercher pour eux des qualificatifs méprisants; nous les trouvons suffisamment flétris par les bassesses qu'ils ont commises et qui ont à jamais déshonoré leurs noms.

Salut et solidarité.

James GUILLAUME.

Neuchâtel, 10 juin 1872.

Au dernier moment nous recevons encore une lettre du citoyen Montels, qui a été secrétaire de la *Section de propagande et d'action socialiste* de Genève, et qui fait actuellement partie de la section de Lausanne. Voici ce qu'il dit au sujet de la Circulaire du Conseil général:

« Comme je n'ai fait que parcourir cet admirable document, que je n'ai plus entre les mains, je ne puis me rappeler au juste le texte de certaines phrases concernant la *Section de propagande et d'action socialiste* (aussi désignée à Genève par le nom de *Section de Longemalle*, du lieu où elle tient

ses séances). Mais néanmoins je me rappelle que Malon et Lefrançais sont accusés par le Conseil général d'avoir donné le signal de la rupture de notre Section avec Londres (1). Ceci est complètement faux. D'abord, lorsque nous avons cru pouvoir nous dispenser de l'acte de légitimation du Conseil suprême, ni Malon ni Lefrançais ne faisaient partie de la Section. En outre, dans une des séances d'octobre dernier, à laquelle assistait Malon, non comme membre de la Section, mais simplement à titre d'international — il était encore membre de la Section du Temple-Unique — Malon combattit vivement la proposition que j'avais faite de rompre avec Londres, parce que, disais-je, la résolution de la Conférence touchant les Sections de propagande montre clairement qu'il y a parti pris de nous évincer. Malon, je le répète, non-seulement combattit ma proposition, mais proposa de renouveler une dernière tentative de conciliation auprès de Londres. Sa proposition fut acceptée.»

### La lettre de M. Lafargue.

Nous trouvons dans l'*Egalité* du 1<sup>er</sup> juin une lettre de M. Lafargue, que nous reproduisons, avec les explications dont l'*Egalité* la fait précéder.

«La *Liberté de Bruxelles* a publié deux correspondances sur le Congrès de Saragosse, qui ont eu le malheur de déplaire au *Bulletin* du Jura, puisque ces correspondances dévoilaient les intrigues des Alliencistes en Espagne. Le *Bulletin* a jugé loyal de dénoncer le citoyen Lafargue, qui a été poursuivi en France et que le gouvernement espagnol ne demande pas mieux que d'extrader. Le citoyen Lafargue nous adresse la réponse suivante au *Bulletin* :

Aux citoyens rédacteurs du *Bulletin de la fédération jurassienne*.

Citoyens,

Vous trouvez « fort extraordinaire une correspondance sur le congrès de Saragosse, publiée dans la *Liberté de Bruxelles* du 5 mai ». Vous avez fort raison. Cette correspondance révèle des manœuvres occultes tendant à désorganiser l'Internationale et à créer dans son sein une aristocratie ; manœuvres qu'il était fort important de porter à la connaissance de tous les membres de notre Association, pour leur faire apprécier toute la valeur de certaines résolutions de la Conférence de Londres.

« Nous n'avons jamais eu, nous assurez-vous, aucun rapport personnel avec les membres de l'ancien Conseil fédéral espagnol ; nous ignorons leurs dissidences si elles existent, et nous ne pouvons être rendus responsables de ces dissidences. La

(1) Dans le passage dont parle le citoyen Montels, il est dit : « Quelques meneurs tels que B. Malon ; » Lefrançais n'est pas nommé. Mais plus loin, p. 21, les noms de Malon et de Lefrançais sont associés. *Noté de la Rédaction.*

circulaire du Jura n'a jamais eu pour but une scission dans l'Internationale, ni la création d'un second centre. » Pourquoi me prêtez-vous une fausseté ? Je n'ai jamais avancé qu'il y eût dissidence dans l'ancien Conseil fédéral, je sais au contraire que seule l'union intime de tous ses membres lui a permis de n'être pas dissout par les attaques des individus de l'*Alliance*, dont le centre est en Suisse et d'où sont envoyées les cartes d'affiliation, les mots d'ordre et des *Monita secreta* écrits tout entiers de la main du Pape mystérieux de Locarno. Les fidèles du *Fascio Operaio* ont imprudemment découvert un peu trop tôt ce centre secret, dont vous avez été forcés de démentir publiquement l'existence. Mais je vous mets au défi, à vous, à vos supérieurs de Suisse et à vos fidèles d'Espagne, de détruire aucune de mes assertions. Au Congrès Général, je vous promets encore de nouvelles révélations sur les mystères de votre secte.

Les « théories générales émises par M. Pablo Farga sont précisément les nôtres », dites-vous. « Le docteur des sciences sociales » comme il l'a écrit en toutes lettres dans sa correspondance, n'a fait que développer et compléter le plan d'organisation si savamment élaboré par les Congrès de Barcelone et de Valencia et si impuissamment attaqué au Congrès de Saragosse par les membres de l'*Alliance*. Le but de cette organisation est de faire du prolétariat une armée solide et capable de lutter sur tous les champs de bataille. Vous, au contraire, comme les hommes de l'*Alliance*, vous prétendiez, dans votre *Bulletin* du 20 mars, que « les organisations sont choses secondaires », et « que l'Internationale n'était que ce sentiment de solidarité entre tous les exploités qui domine le monde moderne ». Offusquée par votre doctrine, l'*Emancipacion* de Madrid dans son numéro du 4 mai vous répliquait : « Prenez garde que ce sentiment de solidarité ne se réduise à du platonisme pur, ni plus ni moins que la philanthropie bourgeoise ». *O Pensamiento Social* de Lisbonne, faisant siennes les réflexions de l'*Emancipacion*, ajoutait : « Dans le fait d'organisation est justement la distance profonde entre le Socialisme et l'Internationale, distinction qui existe quand le terme *socialisme* exprime une école ou un corps de doctrines de diverses écoles ». Si maintenant, changeant de doctrine, vous vouliez faire de l'Internationale « autre chose qu'une immense protestation contre l'autorité » et « l'embryon de la future société humaine » (*Syllabus* du Jura), mais une société militante organisée pour la lutte, je vous ferai mes sincères compliments : cette volte-face prouverait que quoique pontifes des *Idées Pures*, vous êtes susceptibles de perfectionnements.

Vous êtes un peu trop prompts à chanter Coquenco ! Dans l'adoption par le Congrès de Saragosse des résolutions du Congrès belge, il n'y a rien qui doive vous enchanter : 1. parce que ce vote a été pris à la fin d'une séance, sans que même on donnât lecture de ces résolutions. J'étais absent, autrement j'aurais voté pour ; — 2. Ce vote venait immédiatement après le vote consacrant l'organisation élaborée à Valencia, dont les statuts concèdent au Conseil fédéral toutes les facultés dont le *Syllabus* du Jura voulait le dépouiller : entre autres celle de suspendre une section.

L'*Emancipacion*, rédigée par les membres du Conseil fédéral, a été, la première en Espagne, à publier et à approuver les résolutions du Congrès belge :

(La présente feuille tiendra lieu du N° 12).

1. Parce qu'elles appellent calomniateurs tous ceux qui affirment que « l'Internationale est une société despotique soumise à une discipline et à une consigne qui part d'en haut et arrive à tous les membres par voie hiérarchique ». On se demande ici qu'est-ce qui a donc empêché les signataires du *Syllabus* jurassien de se ranger parmi les calomniateurs?

2. Parce qu'elles déclarent que « l'Internationale est et a toujours été un groupe de fédérations complètement autonomes », contrairement à ce que soutenait le *Syllabus* de Sonvillier. Jamais la fédération espagnole n'avait eu à subir aucune pression de Londres; en dedans des statuts généraux et des résolutions des congrès, elle avait accompli librement son organisation, ce qui selon elle est la véritable autonomie (1).

3. Parce qu'elles demandent une révision des statuts qui « ne déterminent pas bien les droits des fédérations et ne correspondent pas à la pratique existante ».

4. Parce qu'elles ne contiennent pas un mot sur le Congrès extraordinaire que demandait anxieusement le *Syllabus* pour arracher l'Internationale des griffes de Satan et la sauver de la perdition éternelle.

Votre adhésion aux résolutions du Congrès belge, vos attaques misérablement personnelles, vos jérémiades épistolaires par trop déréglées, l'article que vous me consacrez prouvent clairement que la circulaire du Jura, bourrée de doctrines métaphysiques, ne visait qu'à produire du scandale au profit de certaines personnalités. Au prochain Congrès, loin de vous occuper des intérêts généraux de l'Association, vous fatiguerez les délégués avec la personnalité de votre pape et quelques-uns de vos cardinaux.

Je vous apprends pour votre satisfaction personnelle, que le Congrès de Saragosse a été vivement impressionné par la lecture du *Mémoire sur la propriété*, présenté par le Conseil fédéral. Ce travail a été écrit sous l'influence des théories de Karl Marx, le « seul abstracteur de quintessence qu'il y ait jamais eu dans l'Internationale ». Quand il sera publié, je vous conseille de le lire; il vous donnera une idée de l'application de la méthode matérialiste à la science sociale: je ne vous renvoie pas à son livre *Das Kapital*, il est trop gros. Vous ignorez sans doute que les statuts généraux de l'Internationale qui ont ce mérite admirable, anti-métaphysique et pratique de satisfaire pleinement toutes les aspirations révolutionnaires du prolétariat, sont les produits de cet *abstracteur de quintessence*, comme vous l'appellez spirituellement. Les prêtres, à quel-

(1) « En tout ce qui ne s'oppose pas aux décisions des Congrès internationaux et régionaux, ni aux présents statuts, les fédérations locales conservent leur complète autonomie. » (Art. 8 du règlement des fédérations locales de l'organisation espagnole).

que religion qu'ils appartiennent, se complaisent dans une ignorance bénie!

Quant aux « renseignements directs » que vous prétendez avoir reçus de Barcelone et qui disent que j'étais « déguisé sous un faux nom », ils ne peuvent venir d'aucun délégué présent au Congrès: tous savaient que, délégué de la fédération de Alcalá de Henares, je m'étais présenté sous mon véritable nom et que le Congrès m'autorisa à transformer Lafargue en Farga, pour ne pas éveiller les soupçons de la police.

J'espère, citoyens, que vous aurez assez de justice pour publier dans votre *Bulletin* ma réponse à vos attaques; les membres de la Fédération jurassienne pourraient peut-être en tirer quelque profit.

Salut et Egalité

Paul LAFARGUE.

Madrid, 17 Mai 1872.

#### RÉPONSE A M. LAFARGUE.

Nous n'avons eu connaissance de la lettre ci-dessus que par sa publication dans l'*Egalité* de Genève; car M. Lafargue, tout en ayant l'air d'adresser sa lettre « aux citoyens rédacteurs du *Bulletin de la fédération jurassienne*, » et en y disant, au dernier alinéa: « J'espère que vous aurez assez de justice pour publier dans votre *Bulletin* ma réponse à vos attaques, » — M. Lafargue, disons-nous, n'a pas daigné nous envoyer directement cette lettre destinée à nous tirer de notre *ignorance bénie*.

Nous l'avons reproduite cependant, afin de montrer la scrupuleuse loyauté que nous apportons dans cette grande lutte de principes, et parce que nous ne craignons pas de faire connaître à nos lecteurs le texte même des plaidoyers de nos adversaires. Nous ne serons pas assez naïfs pour demander à M. Lafargue la réciproque, c'est-à-dire la reproduction de notre réponse dans l'*Egalité* ou dans son journal à lui, la *Emancipacion* de Madrid; nous savons trop bien que Messieurs les marxistes n'ont jamais connu la loyauté que par oui-dire.

Commençons par répondre un mot à l'honnête *Egalité*, qui nous accuse d'avoir « dénoncé le citoyen Lafargue, qui a été poursuivi en France et que le gouvernement espagnol ne demande pas mieux que d'extrader. » Qu'avons-nous fait en réalité? Dans le n° 6 du *Bulletin*, nous avons simplement donné à entendre que nous n'étions pas dupes des correspondances pseudo-espagnoles publiées dans la *Liberté*, et que nous avions très bien deviné

que M. Pablo Farga, l'éloquent délégué dont ces épîtres reproduisaient complaisamment les homélies, ne faisait qu'un avec l'auteur de ces mêmes épîtres, lequel auteur tenait évidemment de fort près à M. Marx. Il s'est trouvé que nous avons deviné juste ; M. Lafargué s'est senti atteint, et nous a décoché une de ces lettres irrésistibles comme il en écrit de temps en temps par le monde, dans le but d'éclairer les malheureux païens encore plongés dans les ténèbres de l'idolâtrie et qui sont censés n'avoir pas lu ou pas compris l'Évangile de son beau-père. (Il faut dire, pour l'instruction des profanes, que M. Paul Lafargue est gendre de M. Karl Marx. S'il s'agissait d'un simple citoyen, nous n'aurions pas eu à mentionner ce détail ; mais depuis que Marx aspire à prendre place parmi les souverains, on est tenu de connaître ses petites affaires comme on connaît celles des autres maisons régnantes de l'Europe.)

Si réellement M. Lafargue tenait à ce que le gouvernement espagnol ignorât sa présence en Espagne, il n'aurait pas fait publier par l'*Egalité* une lettre datée de Madrid et signée de son nom. Si quelque chose pouvait le compromettre, c'est cette publication, et non pas les innocentes allusions que nous avons faites, et qui n'étaient intelligibles que pour les initiés aux mystères de la dynastie des Marxides.

La méchanceté de l'*Egalité*, qui voit en nous des dénonciateurs, est donc tout simplement une de ces calomnies que M. Outine trouve si naturellement sous sa plume chaque fois qu'il écrit.

Mais laissons les bagatelles de la porte, et venons à la lettre elle-même.

Au dire de M. Lafargue, il y a eu des manœuvres occultes tendant à désorganiser l'Internationale et à créer dans son sein une aristocratie. Ces manœuvres, il les a révélées dans ses lettres à la *Liberté*.

Nous savons fort bien qu'il y a eu et qu'il y a encore dans l'Internationale des manœuvres occultes ; mais ce ne sont pas celles que le nouvel apôtre des Gentils s' imagine avoir découvertes. Les manœuvres occultes sont celles de M. Marx et de ses agents, qui, pour assurer leur pouvoir, font dans tous les pays un travail souterrain, dont le but est d'arriver à faire diriger toutes les fédérations par les hommes qui consentent à s'inféoder à Marx, et d'écraser sous la plus horrible calomnie tous ceux qui veulent garder leur indépendance et leur dignité. **Nous avons en mains des pièces émanant, non pas il est vrai du Conseil général comme corps délibérant, mais de certains membres de ce Conseil ; et ces pièces, que nous**

**produirons en leur temps, prouveront la réalité de la conspiration marxiste.**

Pour ce qui concerne l'Espagne, nous répétons que nous ignorons ce qui s'y est passé. C'est aux Espagnols à répondre eux-mêmes aux insinuations calomnieuses de M. Lafargue. Il paraît du reste qu'ils l'ont fait, car la *Liberté* du 26 mai annonce qu'elle a reçu de Séville une lettre de protestation contre les correspondances du pseudo-Espagnol Pablo Farga, auquel la *Liberté* s'empresse de laisser toute la responsabilité de ses assertions.

Le gendre de Marx parle de « l'*Alliance* dont le centre est en Suisse, de cartes d'affiliation, de mots d'ordre et de *Monita secreta* écrits tout entiers de la main du Pape mystérieux de Locarno. » La plaisanterie est un peu forte. En effet, l'*Alliance*, en Suisse, était tout simplement une section de l'Internationale, ayant son siège et ses adhérents à Genève ; cette Section a été reconnue par le Conseil général de Londres, et avait envoyé un délégué au Congrès de Bâle ; tous ses actes ont été publics ; et comme elle s'est dissoute depuis un an bientôt, elle n'a pu avoir absolument aucune influence sur le Congrès de Saragosse. Cela n'empêche pas, au dire de M. Lafargue, « l'*Alliance* d'avoir son centre en Suisse. » Le gendre imite les bévues de son beau-père prétendant que le *Progrès* avait attaqué le Conseil général, ou que la Section de Moutier s'appelle *centrale* parce qu'elle est le résidu de plusieurs autres sections ! Ce que c'est que de vivre dans les paperasses et de n'avoir jamais pris la peine de constater par ses yeux la réalité des choses ! Si M. Marx, par exemple, était jamais venu dans un Congrès général, s'il avait vu les hommes contre lesquels il dirige ses calomnies venimeuses ou ses lourdes plaisanteries, il aurait évité plus d'une appréciation ridicule ou injuste.

Que dire de ces « *Monita secreta* du Pape mystérieux de Locarno ! » Traduisons d'abord, à l'usage des ignorants bénis de la Fédération jurassienne, le latin du correspondant de l'*Egalité*. On appelle *Monita secreta* un livre contenant les instructions secrètes des jésuites. Le citoyen Bakounine — car c'est lui évidemment qui est « le Pape mystérieux de Locarno » — s'amuse donc à rédiger des *Monita secreta* et à les envoyer en Espagne ? Nous lui laisserons le soin de répondre lui-même à l'ingénieuse plaisanterie de M. Lafargue, auquel nous demanderons seulement comment il convient d'appeler cette pièce *secrète*, écrite tout entière de la main d'un membre du Conseil Général, et dont le procès Bebel-Liebknecht a révélé l'existence ; cette pièce secrète, destinée à calomnier sous main, auprès des socialistes allemands, les membres de la Fédé-

ration jurassienne, et dans laquelle on parlait du *travail souterrain* auquel se livre le Conseil général? N'a-t-on pas saisi là M. Marx en flagrant délit d'intrigue jésuitique? Et n'est-ce pas à nous à parler des *Monita secreta* du Pape de Londres?

L'allusion au *Fascio operaio* tombe à faux. Nous n'avons jamais eu — nous le déclarons sur l'honneur — aucune relation ni officielle ni officieuse avec le *Fascio operaio*, et nous avons déjà expliqué, dans le N° 4 du *Bulletin*, que nous n'étions pour rien dans la singulière méprise de cette Association à notre sujet. Du reste, nous attendons les révélations de M. Lafargue au Congrès général, et de notre côté, nous lui en promettons quelques-unes qui lui causeront une surprise peu agréable.

Nous n'avons jamais méconnu la nécessité de l'organisation, comme voudrait le faire croire l'apôtre de la loi marxiste. Nous voulons, comme lui, une organisation qui fasse du prolétariat « une armée solide et capable de lutter sur tous les champs de bataille. » En dénaturant un passage du n° 4 du *Bulletin*, M. Lafargue prétend y trouver la preuve de son étrange affirmation. Il suffira de rétablir le texte complet de ce passage pour faire voir la mauvaise foi de l'apôtre. Le voici (— disons, pour éviter tout malentendu, qu'il s'agit dans cet article du *Bulletin* de prouver que l'*Internationale* est indestructible, quelque forme que les persécutions des gouvernements ou les besoins de la tactique l'obligent à prendre) :

« Le levier de cette action (l'action révolutionnaire-socialiste), c'est l'Internationale. C'est en elle seule qu'est le salut de l'humanité moderne. « Et par l'Internationale, nous n'entendons pas seulement telle organisation formelle qui embrasse aujourd'hui une portion du prolétariat; les organisations sont chose secondaire et transitoire; « elles se développent, se modifient et quelquefois se déchirent comme un vêtement trop étroit.(1)»

On voit que nous parlions là de la perfectibilité, de la modifiabilité des organisations, nullement de l'absence d'organisation. Ce texte en dit assez sur notre véritable pensée pour qu'il soit inutile d'insister davantage.

Nous ne pouvons pas entrer dans la discussion des Statuts fédéraux espagnols, dont M. Lafargue dit tant de bien. Ce n'est pas à nous de décider ce qui convient le mieux aux ouvriers espagnols. Nous tenons seulement à établir deux points : 1° C'est

(1) Allusion à la révision des Statuts généraux, dont le besoin se fait généralement sentir.

que nous avons ignoré absolument que le Congrès de Saragosse dût s'occuper de la révision de ces Statuts; nous ne l'avons appris, comme tout le monde, qu'après le Congrès, ensorte que c'est de la fantaisie toute pure, de la part de M. Lafargue, que de représenter le maintien des Statuts espagnols actuels comme un échec essuyé par la Fédération jurassienne; 2° de l'aveu de M. Lafargue, ces Statuts contiennent un article qui dit : « En tout ce qui ne s'oppose pas aux décisions des Congrès internationaux et régionaux, ni aux présents statuts, les fédérations locales conservent leur complète autonomie. » Voilà le principe de l'autonomie clairement énoncé; or par quelle étrange contradiction l'illustre gendre trouve-t-il ce principe excellent en Espagne et nous fait-il en même temps un crime de l'avoir proclamé chez nous?

Nous avons adhéré aux résolutions du Congrès belge de décembre dernier. Mais pourquoi? Parce que ces résolutions affirment catégoriquement que « l'Internationale est et a toujours été un groupe de « fédérations complètement autonomes. » Tel a toujours été en effet notre pensée à nous aussi; et c'est dans la conviction que nous maintenions les vrais principes de l'Internationale, que nous avons protesté lorsque le Conseil général a essayé de faire de l'autorité. Nous nous associons également aux Belges disant que ceux-là sont des calomnieurs qui prétendent que « l'Internationale est une société « despotique soumise à une discipline et à une « signe qui part d'en haut et arrive à tous les membres par voie hiérarchique. »

En effet, l'organisation donnée à l'Internationale par les Statuts généraux, — organisation qui seule est *de droit* pour nous, tandis que l'organisation autoritaire *de fait* que la Conférence de Londres a essayé de lui substituer est regardée par nous comme non avenue et violatrice des Statuts — cette organisation primitive et seule légitime est bien celle au nom de laquelle les Belges repoussent les calomnies bourgeoises au sujet de la discipline, de la consigne, de la hiérarchie, etc.

M. Lafargue semble insinuer que les Belges, par leurs résolutions, ont voulu au contraire légitimer la conduite du Conseil général; ces résolutions, d'après lui, équivalent à une sorte de certificat de bonne conduite donné au Conseil général, et attestent que ledit Conseil a toujours scrupuleusement respecté l'autonomie de tous les groupes. Si ces résolutions avaient dû être entendues ainsi, nous n'y aurions certes pas adhéré; mais nous savons par les explications verbales données au Congrès belge à un de nos amis, quel est leur véritable sens, et c'est en vain que les marxistes chercheront à

équivoquer sur ces résolutions, qui sont la condamnation de leur programme et de leurs actes.

A l'égard du Congrès extraordinaire proposé par la Fédération jurassienne, l'apôtre de Marx dénature encore les choses. Ce que la Fédération jurassienne demandait, c'était un Congrès, extraordinaire ou non. L'idée de réunir ce Congrès immédiatement a été très vite abandonnée, vu les difficultés pratiques, et toutes les Fédérations se trouvent maintenant d'accord pour réunir le Congrès général en septembre prochain. Nous nous déclarons parfaitement satisfaits. Que faut-il de plus à M. Lafargue ?

Ce gendre zélé, mais maladroit, avoue avoir, au Congrès de Saragosse, changé son nom en celui de *Pablo Farga*, pour dérouter les soupçons de la police. Nous ne lui en faisons nullement un reproche, et sa prudence ne nous étonne pas. Mais il était donc bien, comme nous l'avions dit, « déguisé sous un faux nom. »

Le dernier projectile que nous envoie l'Espagnol postiche, — et le plus lourd de tous, — c'est ce fameux volume de son beau-père, *das Kapital*, que nous sommes censés n'avoir jamais lu : il est trop gros pour nous !

Et quand cela serait, Monsieur Lafargue, qu'est-ce que cela prouverait ? Vous figurez-vous, dans votre fétichisme ingénu, que c'est le livre de Marx qui est la cause de l'agitation socialiste ? On le dirait vraiment, à vous entendre. Croyez-vous aussi que, parce que le livre de Marx contient une collection considérable de faits et certaines vues très justes, que ces faits et ces vues sont devenus la propriété de M. Marx ? Ce serait assez étrange de la part d'un communiste. M. Marx a-t-il donc eu le privilège d'enclorre tout un champ de la pensée, et d'y mettre un écriteau disant : *Ceci est à moi* ; de façon que tous ceux qui travaillent dans le même champ que lui, qui y font les mêmes découvertes que lui, qui y recueillent des faits et des idées, tout en tirant d'autres conclusions, seront censés tenir de M. Marx, et non du fonds commun de la pensée et de l'action humaines, ces faits et ces idées ? Ce serait plaisant en vérité. A force de vénération filiale pour celui que les socialistes hébraïssants appellent le Moïse moderne, Paul Lafargue en est venu à croire que c'est *papa* qui est l'inventeur breveté de la science sociale. Candeur touchante dans ce siècle sceptique !

Une anecdote en passant. Vers la fin de 1869, M. Lafargue, se trouvant à Paris, invita à déjeuner le citoyen Malon. Celui-ci, depuis plusieurs années déjà, était l'un des plus actifs propagandistes de l'Internationale en France ; il avait fondé de nom-

breuses Sections ; ce n'était donc pas un novice en socialisme. M. Lafargue, en le présentant à sa femme, lui dit avec emphase : « C'est la fille de Karl Marx. — Karl Marx, dit Malon, un peu confus de ne pas connaître celui dont on lui parlait, — je crois avoir entendu ce nom-là. N'est-ce pas un professeur allemand ? — Mais non, c'est l'auteur du livre *das Kapital*, — et Lafargue alla chercher le gros volume. Vous ne connaissez pas ce livre-là ? — Non. — Est-ce possible ! Vous ne savez donc pas que c'est Marx qui mène le Conseil général ? (historique.) »

Malon laissa Lafargue très étonné que la renommée de Karl Marx ne fût pas parvenue jusqu'aux ouvriers parisiens ; leur ignorance du gros volume de Marx ne les avait cependant pas empêchés de donner à l'Internationale une impulsion bien autrement sérieuse que celle qu'elle a jamais reçue en Allemagne ou en Angleterre, une impulsion dont est sortie la *Commune*, — dont l'idée n'a certes pas été prise dans le livre de M. Marx.

Il n'entre pas dans le cadre de cette réponse de nous laisser aller à une dissertation sur les mérites du livre de Marx. C'est certainement une œuvre consciencieuse et pleine de science, quoique écrite sous l'empire d'un système préconçu ; le reproche principal que nous lui ferions, c'est que l'auteur a employé la méthode déductive : c'est-à-dire qu'après avoir établi, par des raisonnements abstraits, ses premiers principes, il appelle les faits au secours de son système ; tandis que la véritable méthode scientifique eût été l'analyse préalable des faits, en dehors de toute préoccupation systématique. C'est l'emploi du raisonnement abstrait, dans le 1<sup>er</sup> chapitre du *Capital*, avant tout exposé historique ou statistique, qui nous a fait appeler Marx un métaphysicien ou un abstraiteur de quintessence. Nous n'avons pas voulu faire là un mot, mais exprimer une opinion très sérieuse. Nous admettons volontiers que M. Marx, de très bonne foi, se croie matérialiste ; en réalité il ne l'est pas, c'est-à-dire qu'il ne suit pas la méthode expérimentale ; il a des habitudes d'esprit qui semblent lui rester de l'école hegelienne.

Comme M. Lafargue peut le voir, il y a dans la Fédération jurassienne des hommes qui ont lu, et lu avec l'attention qu'il mérite, le livre de son beau-père, tout gros qu'il soit. Ils l'ont lu, et ils ne sont pourtant pas devenus marxistes ; cela doit paraître bien singulier à ce gendre naïf. Combien y en a-t-il, par contre, au Conseil général, qui sont marxistes sans avoir jamais ouvert le livre de Marx !